

RCS : LAVAL Code greffe : 5301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LAVAL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 00285 Numéro SIREN : 498 819 788 Nom ou dénomination : ZEPHYR
--

Ce dépôt a été enregistré le 03/10/2022 sous le numéro de dépôt 5530



Expertise comptable | Conseil | Audit

ZEPHYR

Activités des sociétés holding

53 Boulevard Louis Armand
53940 SAINT-BERTHEVIN

ÉTATS FINANCIERS

Du 01/02/2021 au 31/01/2022



POCCHETTO RICHEFOU & ASSOCIES
Société d'Avocats
8 quai d'Avesnières - 53000 LAVAL
Tél. 02 43 53 83 97
SIRET 342 573 243 00017

fiteco.com



Parc Technopole rue Albert Einstein
CS 83006
53063 LAVAL CEDEX 9
Tél : 02 43 59 12 00
E.mail : laval@fiteco.com

Siren : 498819788

Bilan Actif

	31/01/2022			31/01/2021
	Brut	Amort. & dép.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et licences				
Fonds commercial (1)				
Autres				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres	52 112	8 227	43 885	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)				
Participations mises en équivalence				
Autres participations	2 569 401		2 569 401	1 960 649
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	465		465	465
Prêts				
Autres	75 000		75 000	75 000
ACTIF IMMOBILISÉ (I)	2 696 977	8 227	2 688 750	2 036 114
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CRÉANCES D'EXPLOITATION (3)				
Clients et comptes rattachés	37 038		37 038	
Autres créances	3 720 286		3 720 286	4 021 628
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	858 196		858 196	781 050
Charges constatées d'avance (3)	24 851		24 851	1 261
ACTIF CIRCULANT (II)	4 640 371		4 640 371	4 803 939
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (0 à V)	7 337 348	8 227	7 329 121	6 840 053
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

	31/01/2022	31/01/2021
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé :)	3 000 000	2 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	278 999	278 999
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	194 379	155 345
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 531 337	1 989 704
Report à nouveau		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	859 885	780 666
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	55 870	55 750
CAPITAUX PROPRES (I)	5 920 470	5 260 465
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS (III)		
DETTES FINANCIÈRES (1-3)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	774 171	990 000
Emprunts et dettes financières divers	539 551	421 013
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 948	17 490
Dettes fiscales et sociales	60 975	151 083
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6	3
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
DETTES (IV)	1 408 651	1 579 588
Écarts de conversion passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	7 329 121	6 840 053
(1) Dont à plus d'un an	993 479	690 000
(1) Dont à moins d'un an	415 172	889 588
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat

	31/01/2022			31/01/2021
	France	Exportation	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	300 000		300 000	295 000
Chiffres d'affaires nets	300 000		300 000	295 000
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			41 056	30 265
Autres produits			1	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			341 057	325 265
CHARGES D'EXPLOITATION (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes (5)			82 280	52 367
Impôts, taxes et versements assimilés			1 702	2 489
Salaires et traitements			268 115	263 318
Charges sociales				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			8 227	
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			1	1
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)			360 325	318 176
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)			-19 268	7 090
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
PRODUITS FINANCIERS				
De participations (3)			863 491	770 239
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			51 638	51 152
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)			915 129	821 391
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			25 373	35 635
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)			25 373	35 635
RÉSULTAT FINANCIER (V – VI)			889 756	785 756
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I – II + III – IV + V – VI)			870 488	792 845

Compte de Résultat (suite)

	31/01/2022	31/01/2021
	Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	120	30
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	120	30
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII – VIII)	-120	-30
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	10 483	12 149
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	1 256 186	1 146 656
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	396 301	365 990
BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits – Total des charges)	859 885	780 666
(1) Dont produits sur exercices antérieurs		
(2) Dont charges sur exercices antérieurs		
(3) Dont produits entreprises liées	915 129	776 557
(4) Dont intérêts entreprises liées	4 985	15 033
(5) Dont Crédit-bail mobilier		
(6) Dont Crédit-bail immobilier		

Principes comptables généraux

Les comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 et les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Evènements significatifs de l'exercice (et postérieurs)

Situation de conflit entre l'Ukraine et la Russie :

Le conflit entre l'Ukraine et la Russie entraîne d'importants changements sur l'environnement économique. La société précise qu'elle n'a pas directement d'exposition économique et bilantielle.

En revanche, les difficultés d'approvisionnement et les augmentations des prix des matières premières et des énergies essentielles à nos activités, auront un impact sur nos comptes.

A la date d'arrêté des comptes, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la continuité d'exploitation.

Crise sanitaire du Covid 19 :

La société ZEPHYR détient et anime des participations au sein de filiales qui exploitent des fonds de commerce de magasins spécialisés dans la vente d'articles de sport et d'habillement.

Face à la crise sanitaire du Covid-19 connue depuis l'année 2020, et en raison des mesures d'interdiction de déplacements et d'accueil du public, ces magasins ont fait l'objet de fermetures administratives au cours de plusieurs périodes.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

Dans ce contexte, les filiales ont actionné les différents moyens mis à disposition en vue d'assurer la pérennité de leurs activités., notamment :

- Le recours à l'activité partielle,
- Le bénéfice des exonérations et aides au paiement des cotisations de sécurité sociale,
- La souscription d'emprunts garantis par l'Etat,
- L'obtention d'abandons de loyers.

Eu égard à ces mesures et à la situation économique de l'entreprise à la date de l'arrêté des comptes, elle estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement ou à leur coût de production comprenant le coût d'acquisition des matières consommées, les charges directes et indirectes de production ou à leur valeur vénale.

L'entreprise n'a pas identifié d'immobilisations décomposables.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Immobilisations non décomposables

L'entreprise a fait le choix d'appliquer les mesures de simplification propres aux PME et qui consistent essentiellement dans le maintien de la durée d'usage et du mode d'amortissement pour les immobilisations non décomposables.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Notes sur le bilan actif

Immobilisations brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles		52 112		52 112
Immobilisations corporelles		608 752		2 644 866
Immobilisations financières	2 036 114			
TOTAL	2 036 114	660 863		2 696 977

Amortissements et dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		8 227		8 227
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL		8 227		8 227

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Matériel de transport	49 946	7 547	42 399	5 ans
Matériel de bureau et informat	2 166	680	1 486	3 ans
TOTAL	52 112	8 227	43 885	

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	75 000		75 000
Actif circulant et charges d'avance	3 782 175	3 782 175	
TOTAL	3 857 175	3 782 175	75 000

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	37 038
Autres créances	48 200
Disponibilités	
TOTAL	85 238

Charges constatées d'avance
Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Notes sur le bilan passif

Mouvements des titres	Nombre	Val. Nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	40840	48,97	2 000 000
Titres émis	40840	24,49	1 000 000
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	40840	73,46	3 000 000

Nature des provisions	Ouverture	Augment.	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Clôture
Provisions réglementées	55 750	120			55 870
Provisions pour risques et charges					
TOTAL	55 750	120			55 870

Etat des dettes	Montant total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	774 171	358 999	415 172	
Dettes financières diverses	539 551	539 551		
Fournisseurs	33 948	33 948		
Dettes fiscales et sociales	60 975	60 975		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	6	6		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 408 651	993 479	415 172	

Charges à payer par postes du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 636
Emprunts et dettes financières divers	1 598
Fournisseurs	10 272
Dettes fiscales et sociales	3 649
Autres dettes	
TOTAL	19 155

Engagements financiers

Catégories d'engagements	TOTAL	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Engagements donnés :						
Avals, cautions et garanties donnés	1 183 965		1 183 965			
Effets escomptés non échus						
Créances professionnelles cédées (Dailly)						
Sûretés réelles consenties						
Autres engagements	155 000					155 000
TOTAL	1 338 965		1 183 965			155 000
Engagements reçus :						
Avals, cautions et garanties reçues						
Créances garanties						
Autres engagements						
TOTAL						
Engagements réciproques :						
Abandons de créances conditionnelles						
Intérêts à échoir sur emprunts	27 990					27 990
Engagements de crédit-bail mobilier						
Engagements de crédit-bail immobilier						
Découvert bancaire autorisé						
Escompte autorisé non utilisé						
TOTAL	27 990					27 990

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
I – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
→ Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
FRANCK SPORTS III	300 000	647 259	99,93	870 964	870 964	276 576	300 000			
FRANCK SPORTS IV	38 000	495 502	99,95	98 865	98 865	87 381				
FRANCK SPORTS V	41 000	637 386	99,95	40 000	40 000	263 291				
FRANCK SPORTS VI	41 000	467 465	99,95	40 000	40 000	14 327				
NOGENT SPORTS	7 900	610 297	99,97	430 000	430 000					
45 AVENUE SPORTS	262 000	-493 817	99,99	605 597	605 597	1 728 964	210 712			
LAVAL 2	131 000	-246 496	99,98	303 105	303 105	874 251	262 073			
CHAVAGA	101 000	332 091	99,98	100 000	100 000	354 611	411 180			
ZEPHYR II	11 000	140 059	99,8	10 000	10 000					
INTER-STB	10 000	-22 249	55	5 500	5 500	17 152				
NIVAULT	10 000	-26 457	90	9 000	9 000	24 030				
→ Filiales (10 à 50% du capital détenu)										
II – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
→ Filiales non reprises en I :										
a) Françaises										
b) Etrangères										
→ Participations non reprises en I :										
a) Françaises										
b) Etrangères										

ZEPHYR

Société à responsabilité limitée au capital de 3.000.000 €
Siège social : 53 Boulevard Louis Armand – 53940 SAINT BERTHEVIN
498.819.788 RCS LAVAL
(la « Société »)

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 07 JUILLET 2022

.../...

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat – Rappel des dividendes antérieurs

L'Assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 859.885 € de la manière suivante :

	Affectation			
Reserve légale	42 994 €	solde après affectation	237 373 €	
Autres réserves	316 891 €	solde après affectation	1 848 228 €	
Dividendes	500 000 €	soit un dividende de	12,24 €	par part

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée générale rappelle que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le	Distribution globale	Dividendes éligibles à l'abattement de 40% (CGI Art, 158, 3, 2°)		Dividendes non éligibles à l'abattement de 40%
		Dividendes soumis au prélèvement (PFNL depuis le 01/01/2018)	Dividendes dispensés du prélèvement	
31.01.2019	154 000.00 €	154 000.00 €	-	-
31.01.2020	154 000.00 €	154 000.00 €	-	-
31.01.2021	200 000.00 €	200 000.00 €	-	-

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



.../...

ZOCCHETTO RICHEFOU & ASSOCIES

Société d'Avocats

8 quai d'Avesnières - 53000 LAVAL

Tél. 02 43 53 83 97

SIRET 342 573 243 00017



T A L E N Z
SOFIDEM

ZEPHYR

53, BOULEVARD LOUIS ARMAND
53940 SAINT-BERTHEVIN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2022**

TALENZ SOFIDEM LAVAL
Rue J.B. Lamarck | CS 52145 | 53021 Laval cedex 9
Tél : 02 43 59 15 91 | Fax : 02 43 59 15 99 | E-mail : laval@talenz-sofidem.fr

sofidem.talenz.fr

Aux associés,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ZEPHYR relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} février 2021 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Notre appréciation de la valeur des titres de participation ZEPHYR s'est fondée sur l'analyse de l'approche retenue par la société, ainsi que sur l'examen de la situation des filiales détenues. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du Code de commerce, pris en application de l'article L. 441-14 dudit Code ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le gérant.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LAVAL, le 22 juin 2022

Le commissaire aux comptes

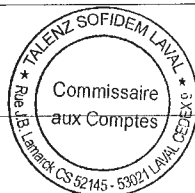


TALENZ SOFIDEM LAVAL

Marc CHEMINEAU

Bilan Actif

	31/01/2022			31/01/2021
	Brut	Amort. & dép.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et licences				
Fonds commercial (1)				
Autres				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres	52 112	8 227	43 885	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)				
Participations mises en équivalence				
Autres participations	2 569 401		2 569 401	1 960 649
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	465		465	465
Prêts				
Autres	75 000		75 000	75 000
ACTIF IMMOBILISÉ (I)	2 696 977	8 227	2 688 750	2 036 114
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CRÉANCES D'EXPLOITATION (3)				
Clients et comptes rattachés	37 038		37 038	
Autres créances	3 720 286		3 720 286	4 021 628
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	858 196		858 196	781 050
Charges constatées d'avance (3)	24 851		24 851	1 261
ACTIF CIRCULANT (II)	4 640 371		4 640 371	4 803 939
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (0 à V)	7 337 348	8 227	7 329 121	6 840 053
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

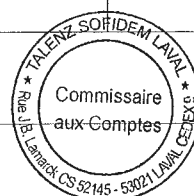


Bilan Passif

	31/01/2022	31/01/2021
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé :)	3 000 000	2 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	278 999	278 999
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	194 379	155 345
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 531 337	1 989 704
Report à nouveau		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	859 885	780 666
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	55 870	55 750
CAPITAUX PROPRES (I)	5 920 470	5 260 465
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS (III)		
DETTES FINANCIÈRES (1-3)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	774 171	990 000
Emprunts et dettes financières divers	539 551	421 013
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 948	17 490
Dettes fiscales et sociales	60 975	151 083
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6	3
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
DETTES (IV)	1 408 651	1 579 588
Écart de conversion passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	7 329 121	6 840 053
(1) Dont à plus d'un an	993 479	690 000
(2) Dont à moins d'un an	415 172	889 588
(3) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat

	31/01/2022			31/01/2021
	France	Exportation	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	300 000		300 000	295 000
Chiffres d'affaires nets	300 000		300 000	295 000
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			41 056	30 265
Autres produits			1	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			341 057	325 265
CHARGES D'EXPLOITATION (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes (5)			82 280	52 367
Impôts, taxes et versements assimilés			1 702	2 489
Salaires et traitements			268 115	263 318
Charges sociales				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			8 227	
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			1	1
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)			360 325	318 176
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)			-19 268	7 090
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
PRODUITS FINANCIERS				
De participations (3)			863 491	770 239
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			51 638	51 152
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)			915 129	821 391
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			25 373	35 635
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)			25 373	35 635
RÉSULTAT FINANCIER (V – VI)			889 756	785 756
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I – II + III – IV + V – VI)			870 488	792 845



Compte de Résultat (suite)

	31/01/2022	31/01/2021
	Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	120	30
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	120	30
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII – VIII)	-120	-30
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	10 483	12 149
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	1 256 186	1 146 656
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	396 301	365 990
BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits – Total des charges)	859 885	780 666
(1) Dont produits sur exercices antérieurs		
(2) Dont charges sur exercices antérieurs		
(3) Dont produits entreprises liées	915 129	776 557
(4) Dont intérêts entreprises liées	4 985	15 033
(5) Dont Crédit-bail mobilier		
(6) Dont Crédit-bail immobilier		

ANNEXE

Principes comptables généraux

Les comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 et les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Evènements significatifs de l'exercice (et postérieurs)

Situation de conflit entre l'Ukraine et la Russie :

Le conflit entre l'Ukraine et la Russie entraîne d'importants changements sur l'environnement économique. La société précise qu'elle n'a pas directement d'exposition économique et bilantielle.

En revanche, les difficultés d'approvisionnement et les augmentations des prix des matières premières et des énergies essentielles à nos activités, auront un impact sur nos comptes.

A la date d'arrêté des comptes, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la continuité d'exploitation.

Crise sanitaire du Covid 19 :

La société ZEPHYR détient et anime des participations au sein de filiales qui exploitent des fonds de commerce de magasins spécialisés dans la vente d'articles de sport et d'habillement.

Face à la crise sanitaire du Covid-19 connue depuis l'année 2020, et en raison des mesures d'interdiction de déplacements et d'accueil du public, ces magasins ont fait l'objet de fermetures administratives au cours de plusieurs périodes.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

Dans ce contexte, les filiales ont actionné les différents moyens mis à disposition en vue d'assurer la pérennité de leurs activités., notamment :

- Le recours à l'activité partielle,
- Le bénéfice des exonérations et aides au paiement des cotisations de sécurité sociale,
- La souscription d'emprunts garantis par l'Etat,
- L'obtention d'abandons de loyers.

Eu égard à ces mesures et à la situation économique de l'entreprise à la date de l'arrêté des comptes, elle estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement ou à leur coût de production comprenant le coût d'acquisition des matières consommées, les charges directes et indirectes de production ou à leur valeur vénale.

L'entreprise n'a pas identifié d'immobilisations décomposables.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Immobilisations non décomposables

L'entreprise a fait le choix d'appliquer les mesures de simplification propres aux PME et qui consistent essentiellement dans le maintien de la durée d'usage et du mode d'amortissement pour les immobilisations non décomposables.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Notes sur le bilan actif

Immobilisations brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles		52 112		52 112
Immobilisations corporelles	2 036 114	608 752		2 644 866
Immobilisations financières				
TOTAL	2 036 114	660 863		2 696 977

Amortissements et dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles		8 227		8 227
Immobilisations corporelles				
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL		8 227		8 227

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Matériel de transport	49 946	7 547	42 399	5 ans
Matériel de bureau et informatique	2 166	680	1 486	3 ans
TOTAL	52 112	8 227	43 885	

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	75 000		75 000
Actif circulant et charges d'avance	3 782 175	3 782 175	
TOTAL	3 857 175	3 782 175	75 000

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	37 038
Autres créances	48 200
Disponibilités	
TOTAL	85 238

Charges constatées d'avance
Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Notes sur le bilan passif

Mouvements des titres	Nombre	Val. Nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	40840	48,97	2 000 000
Titres émis	40840	24,49	1 000 000
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	40840	73,46	3 000 000

Nature des provisions	Ouverture	Augment.	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Clôture
Provisions réglementées	55 750	120			55 870
Provisions pour risques et charges					
TOTAL	55 750	120			55 870

Etat des dettes	Montant total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	774 171	358 999	415 172	
Dettes financières diverses	539 551	539 551		
Fournisseurs	33 948	33 948		
Dettes fiscales et sociales	60 975	60 975		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	6	6		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 408 651	993 479	415 172	

Charges à payer par postes du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 636
Emprunts et dettes financières divers	1 598
Fournisseurs	10 272
Dettes fiscales et sociales	3 649
Autres dettes	
TOTAL	19 155

Engagements financiers

Catégories d'engagements	TOTAL	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Engagements donnés :						
Avals, cautions et garanties donnés	1 183 965		1 183 965			
Effets escomptés non échus						
Créances professionnelles cédées (Dailly)						
Sûretés réelles consenties	155 000					155 000
Autres engagements						
TOTAL	1 338 965		1 183 965			155 000
Engagements reçus :						
Avals, cautions et garanties reçues						
Créances garanties						
Autres engagements						
TOTAL						
Engagements réciproques :						
Abandons de créances conditionnelles						
Intérêts à échoir sur emprunts	27 990					27 990
Engagements de crédit-bail mobilier						
Engagements de crédit-bail immobilier						
Découvert bancaire autorisé						
Escompte autorisé non utilisé						
TOTAL	27 990					27 990

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
I – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
→ Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
FRANCK SPORTS III	300 000	647 259	99,93	870 964	870 964	276 576	300 000			
FRANCK SPORTS IV	38 000	495 502	99,95	98 865	98 865	87 381				
FRANCK SPORTS V	41 000	637 386	99,95	40 000	40 000	263 291				
FRANCK SPORTS VI	41 000	467 465	99,95	40 000	40 000	14 327				
NOGENT SPORTS	7 900	610 297	99,97	430 000	430 000					
45 AVENUE SPORTS	262 000	-493 817	99,99	605 597	605 597	1 728 964	210 712			
LAVAL 2	131 000	-246 496	99,98	303 105	303 105	874 251	262 073			
CHAVAGA	101 000	332 091	99,98	100 000	100 000	354 611	411 180			
ZEPHYR II	11 000	140 059	99,8	10 000	10 000					
INTER-STB	10 000	-22 249	55	5 500	5 500	17 152				
NIVAUT	10 000	-26 457	90	9 000	9 000	24 030				
→ Filiales (10 à 50% du capital détenu)										
II – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
→ Filiales non reprises en I :										
a) Françaises										
b) Etrangères										
→ Participations non reprises en I :										
a) Françaises										
b) Etrangères										